PORTRAITS DE FAMILLES (2)



Lors de la récente rencontre des Évêques des Églises d'Amérique, Mgr Brendan O'Brien, président de la Conférence des Évêques catholiques du Canada, a prononcé une importante allocation sur la famille. Voici une deuxième tranche de ses propos.

UNE DENRÉE RARE: LE TEMPS

Le temps est une denrée rare pour les familles. Surtout lorsque le père et la mère travaillent à l'extérieur du foyer ou lorsqu'un parent seul doit se charger de l'éducation des enfants tout en assumant un emploi. Les parents sont essoufflés. Ils manquent de temps pour être ensemble. Ils manquent de temps à partager avec leurs enfants et adolescents. Des études ont établi que les parents accordaient en moyenne 11 heures par semaine à leurs enfants en 2001, comparativement à 16 heures en 1991. En réduisant toujours plus le temps passé ensemble, les membres de la famille sapent peu à peu les liens qui les unissent. Beaucoup auraient avantage à redécouvrir de partager les 1001 petites occasions quotidiennes: manger ensemble, faire une promenade ou une activité sportive ensemble, prier ensemble, échanger sur l'actualité. Les familles qui donnent priorité à leur vie commune, souvent au prix de sacrifices réels au plan carrière et niveau de vie, se font un cadeau remarquable: moins pressés et moins fatigués, parents et enfants goûtent davantage au plaisir d'être et de grandir ensemble.

MONDE DU TRAVAIL

Le monde du travail est parfois mal adapté à la réalité des familles. Si la fonction publique assure des avantages certains à ses employés pour les soutenir dans leurs engagements familiaux, le secteur privé n'en fait pas toujours autant. Je mentionnerai les horaires flexibles, les garderies en milieu de travail et les congés parentaux au moment de l'arrivée d'un nouvel enfant, ainsi qu'un projet de loi fédéral qui prévoit accorder six semaines de prestations de compassion aux membres d'une famille forcés de prendre congé pour accompagner l'un des leurs qui est gravement malade ou mourant. Il reste que les exigences demesurées de productivité de certains employeurs dans le secteur privé et leurs efforts de rationalisation visant à faire face aux défis de la mondialisation ont un impact négatif sur bien des familles. L'insécurité et la vulnérabilité financière qui vont de pair avec la précarité d'emploi, ainsi que l'inquiétude qu'engendre une perte d'emploi et la pauvreté qui en découle souvent, n'encouragent guère les jeunes à se marier et à fonder une famille. Pour eux, il est souvent plus facile de vivre en union de fait et de remettre à plus tard le projet-enfant. Un sérieux effort reste à faire pour conscientiser les dirigeants d'entreprises à leur responsabilité de mieux respecter les exigences de la vie familiale de leurs employés.

L'ÉDUCATION SEXUELLE

On touche ici un autre facteur qui pèse sur la famille de l'avenir: l'éducation sexuelle tronquée et souvent mensongère offerte dans trop d'écoles primaires et secondaires publiques. Sous prétexte de "protéger l'amour", dans le contexte de l'épidémie du sida qui menace aussi bien les hétérosexuels que les homosexuels, on promeut le condom comme la solution miracle pour éviter les MTS et le sida. Ce type

d'éducation constitue une menace non seulement pour la santé physique, émotionnelle et morale des jeunes, mais aussi pour leur capacité d'engagements à long terme. Ainsi encouragés à la promiscuité sexuelle, les jeunes multiplient des expériences pré-maritales et accumulent les déceptions amoureuses; ils se blessent l'âme et le corps, alors que s'effrite peu à peu leur capacité à faire confiance. Face aux inévitables conflits de leur vie conjugale future, comment pourra-t-on ensuite s'étonner de les voir fuir leur réalité maritale dans de nouvelles aventures amoureuses auxquelles les aura préparés une éducation sexuelle axée sur la recherche du plaisir immédiat.

LES MÉDIAS

Les médias partagent eux aussi une responsabilité quant à l'état actuel de la famille canadienne. Ils ne sont étrangers ni à son présent ni à son avenir. S'il est vrai que les médias bien utilisés peuvent présenter une image convaincante de la grandeur de la famille et qu'ils peuvent être un outil éducatif précieux, ils suggèrent trop souvent une vision réductrice de la famille. Il est impossible de surestimer l'impact des médias sur les mentalités. Et peut-être, l'impact de la télévision qui constitue souvent la seule source de formation et d'information de beaucoup de canadiennes et canadiens de tous âges. Le contenu des émissions offertes laisse fréquemment à désirer, quand ce n'est pas leur formule même; qu'on songe, par exemple, à la téléréalité ou encore à ces téléromans mettant en scène des personnages dont les comportements moraux contredisent les valeurs humaines fondamentales et par conséquent, les valeurs chrétiennes. L'infidélité conjugale et l'activité sexuelle hors mariage sont présentées comme des comportements courants avec toutes les conséquences que cela peut avoir sur la vie familiale et sur l'esprit influençable des jeunes qui croient voir là un reflet de la vie normale; la même chose est vraie du divorce, de la contraception, de l'avortement et de l'homosexualité.

LA SUBSIDIARITÉ

Contrairement à ce que l'on pourrait espérer, l'État ne respecte pas toujours son rôle de subsidiarité face aux familles. Au lieu d'aider les parents à assumer eux-mêmes leurs responsabilités primordiales d'éducateurs, il a parfois tendance à se substituer à eux. À titre d'exemple, la politique de garderie pour répondre aux attentes des familles les plus démunies. S'il saute aux yeux qu'un système de garderies à très bon marché répond aux besoins et aux désirs de nombreuses familles, il s'avère par contre évident qu'il ne satisfait pas tous les parents. Cette politique sert bien les familles dont les deux parents sont sur le marché du travail. En 1998, l'Institut Vanier de la famille rapportait que 64% des mères d'enfants de moins de trois ans se trouvaient sur le marché du travail. Quant aux couples qui choisissent de vivre sur un seul salaire pour permettre à l'un ou l'autre des parents de rester à la maison pour éduquer ses enfants, ils ne reçoivent à peu près pas d'aide gouvernementale et sont, en ce sens, victimes d'injustice. Un État conscient de l'apport irremplaçable des parents dans la formation des futurs citoyens devrait consacrer une plus grande partie des impôts à les soutenir dans cette tâche. Des vraies politiques familiales, respectueuses des choix de tous les parents, restent à mettre en place au Canada.

+ Transon Thibodean you

- + François Thibodeau, c.j.m. Évêque d'Edmundston
- « Quelques mots de notre Évêque » (28 septembre 2004)